

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19314460\*

Déposé  
11-04-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 16/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0724790334**Dénomination :** (en entier) : **ICRT Belgium**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Avenue Louise 500 bte 7e étage  
(adresse complète) 1050 Bruxelles**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE  
SUCCURSALE)

Extrait de l'acte de constitution reçu par le Notaire Kim Lagae, à Bruxelles, le 9 avril 2019.

1. Monsieur CHOUNE Imad, (...) domicilié à 3060 Bertem, Tervuursesteenweg 61 boîte 202.

2. Monsieur TOMBEUR Rémy José Gerard Ghislain, (...) domicilié à 6850 Paliseul, rue de la Falloise, Offagne, 15.

ont constitué une société privée à responsabilité limitée dont les statuts stipulent notamment ce qui suit:

**Article 1. Forme et dénomination sociale**

La société est une société privée à responsabilité limitée.

Elle est dénommée ICRT Belgium.

**Article 2. Siège social**

Le siège social est établi à 1050 Bruxelles, Avenue Louise 500/7ème étage. (...)

**Article 3. Objet social**

La société a pour objet, en Belgique ou à l'étranger :

- le service de déménagement par transport routier fournis aux entreprises et aux ménages;
- la location de lift, de monte meuble et de matériel roulant;
- les gardes meubles;
- la livraison de meubles et équipements ménagers;
- le montage et démontage de meuble;
- la vente et la location de matériel de déménagement;
- le transport de voyageurs par taxi;
- les autres types de location de voiture particulières avec chauffeur;
- le transport de marchandises les plus diverses, la livraison de colis express, le transport de sang ou d'organes;
- l'exploitation de garages, ateliers de réparations et stations services et faire le commerce de véhicules automobiles, pièces détachées et accessoires ainsi que tous produits de consommation servant à l'utilisation, à la réparation, à l'entretien et à l'équipement des véhicules automobiles et de tous véhicules à moteur, généralement quelconques ;
- l'exploitation d'une installation de lavage, communément appelée "car-wash" et la promotion, la vente, l'achat, la distribution, l'importation et l'exportation de tous produits destinés ou utilisés dans ces opérations et de tous produits accessoires pour véhicules ;
- le nettoyage de bureaux, maisons et usines et en général de tout bien immobilier;
- le management;
- le trading.

Elle pourra engager, louer, ou relouer du personnel, acheter, louer, relouer ou revendre du matériel quelconque.

La société a également pour objet: l'étude, le conseil, l'expertise, l'ingénierie et toutes prestations de services dans le cadre des activités décrites dans le présent objet.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou de nature à en favoriser la réalisation et le développement. Elle pourra participer par voie d'apport,

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers**Au verso** : Nom et signature.

**Volet B** - suite

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 16/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

de souscription, cession, participation, fusion, intervention financière ou autrement dans toutes sociétés, associations et entreprises, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut se porter caution tant pour ses propres engagements que pour les engagements de tiers, entre autres en donnant ses biens en hypothèque ou en gage, y compris son fonds de commerce.

**Article 5. Capital social**

Le capital social est fixé à dix-huit mille six cents euros (18.600,00 EUR). Il est représenté par cent (100) parts, sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/centième du capital social.

**Souscription – Libération du capital social et des parts**

Les fondateurs déclarent qu'ils souscrivent à l'instant les cent (100) parts, au prix de cent quatre-vingt-six euros (186,00 EUR) chacune, comme suit:

- Monsieur CHOUNE Imad, prénommé, souscrit cinquante (50) parts, soit pour un montant de neuf mille trois cents euros (EUR 9.300,00), toutes libérées dans une même proportion et ensemble à concurrence de trois mille cents euros (EUR 3.100,00);

- Monsieur TOMBEUR Rémy, prénommé, souscrit cinquante (50) parts, soit pour un montant de neuf mille trois cents euros (EUR 9.300,00), toutes libérées dans une même proportion et ensemble à concurrence de trois mille cents euros (EUR 3.100,00).

Les fondateurs déclarent et reconnaissent qu'ils ont libéré chaque part par des virements à un compte spécial ouvert au nom de la société en formation auprès de BNP Paribas Fortis.

Le notaire soussigné atteste que le capital libéré a été déposé conformément à la loi.

La société aura par conséquent à sa disposition une somme de six mille deux cents euros (6.200,00 EUR).

**Article 6. Appels de fonds**

L'exercice du droit de vote afférent aux parts sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués. (...)

**Article 8. Gestion et représentation**

8.1. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée par l'assemblée générale.

Le premier gérant pourra être nommé dans les dispositions transitoires de l'acte de constitution.

8.2. Conformément à l'article 257 du Code des sociétés, chaque gérant peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

La société est représentée dans les actes et en justice par un gérant.

La société est en outre valablement représentée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats. (...)

**Article 9. Assemblée générale ordinaire**

Il est tenu chaque année le dernier jeudi du mois de juin à 18 heures une assemblée générale ordinaire des associés, au siège social de la société ou en l'endroit de la commune du siège social désigné dans la convocation.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera remise au prochain jour ouvrable suivant.

Les associés peuvent, dans les limites de la loi, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale.

**Article 10. Questions écrites**

Les associés peuvent, dès la communication de la convocation, poser par écrit des questions aux gérants et aux commissaires, auxquelles il sera répondu au cours de l'assemblée pour autant que ces associés aient satisfait aux formalités d'admission à l'assemblée. Ces questions peuvent être adressées à la société par voie électronique à l'adresse indiquée dans la convocation à l'assemblée. Ces questions écrites doivent parvenir à la société au plus tard le 6<sup>ième</sup> jour qui précède la date de l'assemblée générale.

**Article 11. Conditions d'admission à l'assemblée générale**

Tout associé, obligataire ou titulaire de certificats émis en collaboration avec la société, peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire, titulaire de titres ou non. Les mineurs, les interdits et les incapables en général, sont représentés par leurs représentants légaux.

L'organe de gestion peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles ci soient déposées au lieu indiqué par elle cinq jours francs avant l'assemblée.

**Article 13. Exercice du droit de vote**

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard propriétaire de la part.

En cas de démembrement du droit de propriété d'une part, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

#### Article 14. Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

#### Article 15. Affectation du résultat

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la formation de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint un dixième du capital social.

Le solde se répartit également entre toutes les parts.

Toutefois, l'assemblée générale peut décider d'affecter tout ou partie de ce solde à des réserves, à des reports à nouveau ou à des tantièmes éventuels aux gérants.

#### Article 16. Affectation du boni résultant de la liquidation de la société

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou en titres, le montant libéré non amorti des parts.

Si les parts ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, rétablissent l'équilibre entre toutes les parts soit par des appels de fonds complémentaires à charge des parts insuffisamment libérées, soit par remboursements préalables en espèces au profit des parts libérées dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les parts.

#### DISPOSITIONS FINALES ET (OU) TRANSITOIRES

Les fondateurs prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe d'un extrait de l'acte constitutif, conformément à la loi.

##### 1. Premier exercice social

Le premier exercice social finira le 31 décembre 2019.

La première assemblée générale aura donc lieu en 2020.

##### 2. Nomination d'un gérant non-statutaire

Est nommée gérante non-statutaire pour une durée illimitée: Monsieur CHOUNE Imad, prénommée. Son mandat est gratuit sauf décision contraire de l'assemblée générale.

##### 5. Pouvoirs

La société privée à responsabilité limitée Fiduciaire Consulting BCF, ayant son siège social à 1330 Rixensart, avenue Paul Nicodème 31, ou toute autre personne désignée par elle, est désignée en qualité de mandataire ad hoc de la société, afin de signer tous documents et de procéder aux formalités requises pour inscrire la société auprès d'un guichet d'entreprises, demander son identification à la TVA, l'affilier à une caisse d'assurances sociales et/ou à un secrétariat social et, pour autant que de besoin, l'enregistrer auprès de toutes autres administrations.

Aux effets ci-dessus, le mandataire ad hoc aura le pouvoir de représenter la société auprès d'un guichet d'entreprises et auprès de toutes administrations et organismes, et il pourra prendre tous engagements au nom de la société, faire telles déclarations qu'il y aura lieu, signer tous documents et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour l'exécution du mandat lui confié.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME

Signé: Kim Lagae, Notaire

Déposée en même temps: une expédition.